

**NOTES  
DE L'IFRI**



MAI  
2025

# **Forces démocratiques alliées en République démocratique du Congo**

## **Une probable menace régionale**



Centre Afrique  
subsaharienne

---

Justin MWETAMINWA

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

*Note réalisée par l’Institut français des relations internationales pour la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées.*

*Elle a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l’Observatoire de l’Afrique centrale et orientale et l’Institut français de recherche en Afrique (IFRA-Nairobi).*



ISBN : 979-10-373-1047-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Forêt du Nord-Kivu, RDC © Shutterstock/Eric Isselee, février 2020

### **Comment citer cette publication :**

Justin Mwetaminwa, « Forces démocratiques alliées en République démocratique du Congo. Une probable menace régionale »,  
*Notes de l’Ifri*, Ifri, mai 2025.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

Site internet : [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteur

**Justin Mwetaminwa** est un expert indépendant basé à Bukavu, au Sud-Kivu. Il a travaillé pour la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) et est actuellement consultant indépendant pour des organisations non gouvernementales et des *think tanks*, dont l'Ifri.

Ce texte a été finalisé en juin 2024, l'essentiel du travail de recherche et du terrain de l'auteur s'est fait entre la fin 2023 et premier semestre 2024.

## Résumé

Le groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF) est le seul groupe armé de l'Est congolais à être considéré comme une organisation terroriste appartenant à la nébuleuse islamiste d'Afrique de l'Est. Au cours des dix dernières années, les ADF ont connu beaucoup de mutations, notamment de par les recrutements des combattants locaux et étrangers, leur rapprochement avec l'organisation État islamique, la diversification de leurs sources de financements et leurs modes opératoires. Ces changements organisationnels et tactiques leur ont permis de contourner les opérations militaires des armées ougandaise et congolaise, et de continuer leurs violences contre les communautés dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Enfin, l'utilisation par les ADF des combattants des diverses nationalités, la formation d'un réseau régional et la volonté de convertir les chrétiens à l'islam suscitent la crainte de la régionalisation de la violence et de l'implantation d'un islam radical et violent à l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Le groupe armé des ADF fait peser une menace régionale et appelle donc une réponse à l'échelle régionale.

## Abstract

The Allied Democratic Forces (ADF) is the only armed group in eastern Congo to be considered a terrorist organization belonging to the East African Islamist nebula. Over the past ten years, the ADF have undergone a number of changes, notably the recruitment of local and foreign fighters, their rapprochement with the Islamic State organization, and the diversification of their sources of funding and modus operandi. These organizational and tactical changes have enabled them to counter the military operations of the Ugandan and Congolese armies and to continue their violence against communities in the provinces of North Kivu and Ituri.

Lastly, the ADF's use of fighters of various nationalities, the formation of a regional network and its determination to convert Christians to Islam raise fears of the regionalization of violence and the establishment of a radical and violent Islam in the east of the Democratic Republic of Congo (DRC). The ADF armed group poses a regional threat, calling for a regional response.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>IDÉOLOGIE, OBJECTIFS ET ZONE D'ACTIVITÉS.....</b>	<b>7</b>
<b>Idéologie et objectifs .....</b>	<b>7</b>
<b>Extension de la zone d'opérations des ADF.....</b>	<b>9</b>
<b>STRATÉGIES DE RECRUTEMENT ET MODES OPÉRATOIRES DES ATTAQUES .....</b>	<b>11</b>
<b>Stratégies de recrutement.....</b>	<b>11</b>
<b>Modes opératoires des attaques .....</b>	<b>12</b>
<b>EXTENSION RÉGIONALE DES ADF .....</b>	<b>14</b>
<b>Réseaux de soutien locaux .....</b>	<b>14</b>
<b>Réseaux de collaborateurs au Sud-Kivu et dans les pays voisins .....</b>	<b>15</b>
<b>IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES ADF.....</b>	<b>17</b>
<b>Dégradation des conditions de vie .....</b>	<b>17</b>
<b>Activités économiques des ADF .....</b>	<b>18</b>
<b>LES RELATIONS ARMÉE/SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA LUTTE CONTRE LES ADF .....</b>	<b>21</b>
<b>Armée et société civile : accusations et défiance réciproques.....</b>	<b>21</b>
<b>Amélioration de la collaboration civilo-militaire contre les ADF.....</b>	<b>23</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>25</b>

# Introduction

Depuis 2014, les Forces démocratiques alliées (ADF) commettent des violences répétitives et procèdent à des recrutements forcés de personnes, y compris des enfants, dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri<sup>1</sup>. Ces actes de violence se sont étendus au territoire d'Irumu en province de l'Ituri et récemment au territoire de Lubero, au Nord-Kivu. Le groupe armé ADF a développé sa capacité de nuisance grâce à la diversification des modes opératoires, ses liens avec les communautés locales et avec les combattants étrangers et l'État islamique (EI). Cette situation a occasionné plusieurs conséquences socio-économiques néfastes pour la population<sup>2</sup>. En outre, une nouvelle forme d'insécurité liée à la production du cacao, qui est apparue dans les territoires de Beni (en province du Nord-Kivu) et Irumu en Ituri, est l'œuvre des « faux ADF ».

L'incapacité des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à mettre fin à l'activisme de ce groupe armé alimente des interrogations sur les failles structurelles et opérationnelles des FARDC. En dépit de quelques succès engrangés lors de l'opération conjointe entre les armées congolaise et ougandaise, les FARDC ne parviennent pas à neutraliser ou dissuader le groupe armé ADF. Par ailleurs, l'utilisation de collaborateurs de diverses nationalités et les attaques violentes contre les chrétiens dans le but de les convertir à l'islam suscitent la crainte de la régionalisation de la violence et de l'implantation d'un islam radical et violent à l'Est de la RDC<sup>3</sup>. Cette analyse porte sur :

- ▀ l'idéologie, les objectifs et la zone d'action des ADF ;
- ▀ leurs stratégies de recrutement et leurs modes opératoires ;
- ▀ leur réseau régional ;
- ▀ les impacts socio-économiques des ADF ;
- ▀ les effets sur les relations entre l'armée et la société civile.

---

1. « Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région », Bureau de l'envoyé spécial des Nations Unies pour les Grands Lacs, 3 octobre 2023, S/2023/730 ; Human Rights Watch, « RD Congo : les massacres se poursuivent en dépit de l'état de siège », 15 septembre 2021, disponible sur : [www.hrw.org](http://www.hrw.org).

2. Entretien téléphonique avec le premier vice-président de la société civile, M. Richard Kirimba, le 6 avril 2024.

3. M. Hatziorgopoulos, « La menace islamiste dans la région des Grands Lacs : un enjeu sécuritaire utile ? », *Sécurité et Stratégie*, n° 133, Institut Royal Supérieur de Défense, janvier 2018.

La présente *Note* est le résultat des entretiens réalisés à Butembo, Beni, Mangina, Oïcha, Otamamber, Mambasa et Bunia de 2023 à 2024. Des entretiens à distance ont également été menés avec des agents des services de l'État, des autorités judiciaires et avec plusieurs acteurs de la société civile notamment les responsables des structures sanitaires et des organisations non gouvernementales (ONG), les responsables des groupes de jeunes et les universitaires et chercheurs locaux, les personnes rescapées ou relâchées par les ADF. Un total de 37 entretiens directs a été réalisé. Par ailleurs, la recherche documentaire a utilisé des sites internet, rapports et articles divers qui sont référencés dans le texte.

### Carte administrative de la République démocratique du Congo



Source : Illustration fournie par Encyclopaedia Universalis sous licence CC BY-NC © Encyclopædia Universalis France

# Idéologie, objectifs et zone d'activités

## Idéologie et objectifs

Les Forces démocratiques alliées-Armée nationale de libération de l'Ouganda (ADF-Nalu) sont un des groupes armés les plus anciens et les moins connus de l'est de la RDC et le seul de cette région à être considéré comme une organisation terroriste appartenant à la nébuleuse islamiste d'Afrique de l'Est. Formées à la suite de l'affrontement entre les membres de la secte Tabligh (Jama'at al-tabligh) et la police en 1991, les ADF sont une émanation de l'ADF-Nalu. Après leur défaite en 2007, les leaders historiques de la Nalu ont abandonné la lutte armée et se sont rendus. La rébellion islamiste des ADF dirigée par Jamil Mukulu s'est alors réorganisée près de Oïcha dans le territoire de Beni.

Dirigées jusqu'à son arrestation en 2015 par Jamil Mukulu (un chrétien converti à l'islam), puis par Musa Seka Baluku, les ADF seraient composées de 1 500 à 2 000 combattants. Les ADF-Nalu avaient comme objectif le renversement du régime de Yoweri Museveni et comme idéologie le salafisme djihadiste. Au premier semestre 2024, ils essayaient de survivre en diversifiant leurs modes opératoires et en maintenant des liens étroits avec l'EI.

La majeure partie de ses dirigeants connus sont ougandais. Les ADF sont une ramification du mouvement Tabligh qui a adopté plusieurs identités idéologiques, chacune s'adressant à un public différent et pour des fins différentes. Ces évolutions de l'ethno-nationalisme sécessionniste à l'islamisme salafiste-djihadiste ont été guidées par le souci de nouer des alliances nouvelles<sup>4</sup>.

Les ADF utilisent la violence comme une stratégie d'imposition de changement de l'ordre dans leur zone d'implantation. Ils prônent un dieu unique et indivisible « *tawhid* » et une soumission totale aux règles et lois de Dieu afin d'être converti. Ils distinguent rigoureusement les croyants et les mécréants (les musulmans et les non-croyants).

---

4. K. Titeca et K. Vlassenroot, « Rebels Without Borders in the Rwenzori Borderland? A Biography of the Allied Democratic Forces », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 6, n° 1, avril 2012, p. 154-176, disponible sur : [www.tandfonline.com](http://www.tandfonline.com) ; G. Prunier, « Rebel Movements and Proxy Warfare: Uganda, Sudan and the Congo (1986-1999) », *African Affairs*, vol. 103, n° 412, juillet 2004, p. 359-384.

Par ailleurs, le groupe armé ADF est étroitement intégré aux communautés locales dont sont issus ses combattants locaux et il reprend à son compte les griefs de ces communautés contre l'État congolais. Les ADF utilisent souvent, dans leurs messages de propagande ou de recrutement, les revendications sociales des mouvements sociaux et protestataires<sup>5</sup>. Les combattants recrutés en Ouganda et en RDC présentent des similarités sociales et ethniques. Ces combattants proviennent majoritairement des « Bakonjo » de l'Ouganda et des « Banande » de la RDC très proches par la langue et la culture. Les liens entre les ADF et l'EI ont peut-être commencé dès 2017<sup>6</sup>. À cette époque, l'EI publiait déjà une vidéo sur ses chaînes montrant des djihadistes appelant la population à rejoindre le combat djihadiste en RDC. En 2017, cette même vidéo a été diffusée sur les comptes de médias sociaux affiliés à l'EI. Ensuite, les membres des ADF ont prêté allégeance en 2019 à l'EI, qui revendique certaines de leurs actions et les présente comme sa « province d'Afrique centrale<sup>7</sup> ».

L'attaque menée par les ADF au cours du mois de mars 2023 s'est également accompagnée d'une revendication de l'EI. C'est la première fois que l'EI a revendiqué les attaques des ADF sur son agence de presse Amaq et s'est vanté d'étendre ses opérations au sud du territoire de Beni. De même, l'EI a diffusé de la propagande sur les attaques des ADF et a présenté des photos publiées du chef de l'ADF, Seka Musa Baluku, qui a prêté allégeance aux dirigeants mondiaux de l'EI<sup>8</sup>.

L'EI a affirmé que les chrétiens ont été visés avec l'intention de les convertir à l'islam. Cette volonté d'islamiser tous les non-musulmans a été confirmée par les déclarations des femmes rescapées des ADF. Celles-ci ont affirmé que, dans leurs camps, les ADF appliquent une interprétation stricte de la charia, imposent aux nouvelles recrues d'observer les prières musulmanes et expriment toujours l'intention de convertir tous les habitants de l'Est de la RDC à l'islam. Les lois musulmanes appliquées par les ADF sont plus strictes que celles des musulmans se trouvant en ville. Ainsi, les femmes sont obligées de se couvrir entièrement le visage et sont fouettées par les ADF lorsqu'elles parlent à un homme marié qui n'est pas leur époux.

Au-delà de l'endoctrinement et de l'extension de la zone d'influence, les attaques des ADF ont aussi un objectif économique, notamment le ravitaillement en produits de première nécessité et l'accaparement des

---

5. « La nature évolutive des Forces démocratiques alliées », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21 février 2019, disponible sur : <https://africacenter.org>.

6. C. Weiss, « Islamic State-loyal Group Calls for People to Join the Jihad in the Congo », Threat Matrix : A Blog of FDD's Long War Journal, 15 octobre 2017, disponible sur : [www.longwarjournal.org](http://www.longwarjournal.org).

7. T. Candland, A. Finck, H. J. Ingram, L. Poole, L. Vidino et C. Weiss, « The Islamic State in Congo », Université George Washington, mars 2021.

8. Entretien téléphonique avec le coordonnateur de la société civile locale du village Mukondi, en territoire de Beni, M. Mumbere Meleki, le 11 mars 2023.

ressources. Les ADF sont impliquées dans le commerce transfrontalier pour financer leurs activités, notamment dans le commerce du bois, du cacao, des minerais, des armes et des munitions dans les régions frontalières de Ruwenzori et Beni-Butembo-Kasindi.

## Extension de la zone d'opérations des ADF

L'influence militaire des ADF ayant été réduite à la suite des opérations conduites par l'armée congolaise depuis 2019 en territoire de Beni, les combattants des ADF se sont dispersés en petits groupes et certains de ces groupes se sont déplacés vers le territoire d'Irumu dans la province voisine de l'Ituri. Dans cette zone, les ADF ont multiplié les attaques faisant plusieurs milliers de morts, des dizaines de blessés et des déplacés forcés. Après une série d'attentats à la bombe effectués par les ADF à Kampala, capitale de l'Ouganda, plus de 1 500 soldats ougandais ont lancé des opérations militaires conjointes dénommées « opération Shujaa » avec les FARDC, le 30 novembre 2021. En dépit des premiers succès de ces opérations Shujaa sur les ADF, le groupe armé poursuit son expansion au Nord-Kivu et en Ituri<sup>9</sup>.

En effet, au cours du mois de mars 2023, les ADF ont attaqué et tué au moins neuf personnes et en ont grièvement blessé et enlevé plusieurs autres dans le territoire de Lubero. Cette attaque du 19 mars 2023 dans le village Nguli, au groupement Bukenye, en chefferie des Baswagha, est la toute première que mènent ces rebelles islamistes dans le territoire de Lubero. Ces derniers n'étaient actifs, jusqu'à cette date, que dans les territoires de Beni (Nord-Kivu), Irumu et Mambasa (Ituri)<sup>10</sup>. À cela s'ajoute le fait que le territoire de Lubero a des voies de communication vers la ville de Goma et la province de la Tshopo – ce qui constituerait, si les ADF s'y installaient, une vaste zone d'opérations.

À l'Est de la RDC, les ADF profitent des conflits communautaires et/ou du pouvoir coutumier ainsi que des revendications sociales persistantes pour convaincre leurs recrues congolaises de commettre des actes de violence. Ayant développé des alliances tactiques avec certains officiers supérieurs de l'armée et des groupes armés locaux qui mènent des attaques contre l'armée congolaise, les ADF alimentent à la fois un conflit fratricide et obscur sur le terrain<sup>11</sup>.

---

9. « L'opération Shujaa de l'Ouganda en RDC. Combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ? », Groupe d'étude sur le Congo et Ebuteli, juin 2022, disponible sur : [www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org).

10. Entretien avec le premier vice-président de la société civile du Nord-Kivu, M. Edgar Mateso, à Goma, avril 2023.

11. « Understanding the New U.S. Terrorism Designations in Africa », International Crisis Group, 18 mars 2021, disponible sur : [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org).

L'élargissement de la zone d'opérations des ADF dans la partie sud de la province du Nord-Kivu est crainte par des acteurs de la société civile qui ont averti les autorités publiquement :

« Nous voudrions attirer l'attention des autorités militaires et du gouvernement congolais à pouvoir apporter un regard particulier sur le territoire de Beni et sur le territoire de Lubero parce qu'actuellement l'ADF circule sans être inquiété. Il peut opérer à l'ouest, à l'est, au nord comme au sud du territoire de Beni. Et voilà qu'il commence à entrer du côté de Lubero et que donc il faudra renforcer les positions militaires et la sécurité dans la zone afin que l'ennemi puisse être étouffé. »<sup>12</sup>

De juillet à décembre 2023, les ADF ont décidé de diminuer les attaques en RDC, notamment pour se concentrer sur l'Ouganda. C'est ce qui a expliqué les accalmies par intermittence dans les territoires de l'Ituri et de Beni. Les récentes attaques des ADF en Ouganda auraient eu pour but de démontrer que les ADF avaient conservé leur capacité de mener des attaques à grande échelle ou des attaques médiatiques, et d'embarrasser ainsi le gouvernement ougandais, qui a fait grand cas de ses victoires contre les ADF en RDC<sup>13</sup>. En fait, les Forces de défense populaires de l'Ouganda (UPDF) ont dit avoir tué plus de 550 combattants ADF depuis le début de l'opération Shujaa. Ils ont aussi affirmé que les ADF ne seraient plus bientôt qu'un « souvenir » et que les principaux dirigeants des ADF ont été éliminés<sup>14</sup>.

---

12. Entretien avec le président de la société civile du Nord-Kivu M. Edgar Mateso, à Goma ; Déclaration du président M. Edgar Mateso sur la Radio Okapi le 19 mars 2023 : « Lubero : les ADF tuent au moins 9 personnes au village Nguli », Radio Okapi, 19 mars 2023, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

13. Entretien avec M. Elie Kiyonga, le chargé de monitoring de l'ONG locale Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH), à Beni, le 27 mars 2024 ; « Beni : résurgence des attaques des ADF dans certains quartiers périphériques », Radio Okapi, 27 mars 2024, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

14. Tweet du président Yoweri Museveni du 23 septembre 2023 sur la mort de Meddie Nkalubo.

# Stratégies de recrutement et modes opératoires des attaques

Les ADF utilisent plusieurs stratégies pour recruter et ils s'attaquent violemment à la population civile dans le cadre d'une guérilla terroriste. Ces stratégies leur ont permis d'étendre leur zone d'influence.

## Stratégies de recrutement

Les ADF recourent à plusieurs méthodes de recrutement :

- ▀ Ils commandent plusieurs fois, auprès d'un commerçant, des marchandises d'une grande valeur estimée entre 5 000 et 10 000 dollars afin de créer une relation de confiance facilitant son adhésion et son endoctrinement.
- ▀ Ils achètent des motos qu'ils confient aux jeunes désœuvrés et ils les utilisent comme leurs transporteurs jusqu'à obtenir leur adhésion au mouvement.
- ▀ Ils utilisent les jeunes comme des courtiers dans les opérations d'achat et les rémunèrent au-delà des efforts fournis pour faciliter leur adhésion au groupe armé.
- ▀ Ils enlèvent des jeunes qu'ils forment et endoctrinent afin d'en faire des combattants.

La catégorie des jeunes désœuvrés ainsi que les commerçants constituent les premières cibles de recrutement des ADF du fait, pour les premiers, de leur pauvreté et la recherche du gain facile pour les seconds<sup>15</sup>. Le premier raid d'enlèvement des ADF en RDC a eu lieu en 1999 et visait un camp de réfugiés ougandais au Nord-Kivu<sup>16</sup>. En RDC, les dirigeants des ADF ont imposé une interprétation stricte de la charia aux habitants des villages dans lesquels ils s'installaient et consolidaient leurs relations au sein des communautés locales par les mariages contractés et un nombre élevé de recrutements locaux. Cette stratégie leur a donné un important ancrage social et une pérennité. Elle a également été à l'origine de l'échec de

---

15. Entretien téléphonique avec M<sup>me</sup> Germaine Funginga, membre de la société civile de Beni, Beni, le 9 avril 2024.

16. « Uganda Assessment », Refworld, avril 2000, disponible sur : [www.refworld.org](http://www.refworld.org) ; Groupe d'étude sur le Congo, « Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur », novembre 2018, disponible sur : [www.congoresearchgroup.org](http://www.congoresearchgroup.org).

campagnes successives, menées par l'armée congolaise (FARDC), parfois soutenue par les forces de l'Organisation des Nations unies (ONU), visant à mettre en déroute les ADF dans leurs bastions du Nord-Kivu<sup>17</sup>. Lors des raids sur les villages, les ADF enlèvent systématiquement des civils, principalement des enfants et des jeunes adultes, considérés comme aptes à la guerre et plus malléables à l'endoctrinement que les adultes.

Le recrutement s'effectue aussi hors de la RDC. Des recruteurs des ADF basés au Kenya, en Tanzanie et au Burundi promettent de l'argent aux nouvelles recrues, ou un travail ou même un enseignement gratuit pour les enfants. Les cellules de formation des ADF comprennent généralement des hommes adultes et des garçons qui ont reçu un entraînement militaire<sup>18</sup>.

## Modes opératoires des attaques

Les ADF procèdent par des attaques contre de nombreux villages, ce qui entraîne la fuite de nombreuses personnes vers d'autres villages plus sécurisés. Ces attaques ont dépeuplé de vastes zones dans les territoires de Beni et Lubero dans le Nord-Kivu et dans les territoires d'Irumu et de Mambasa en Ituri. Les ADF enlèvent ou tuent les personnes qui retournent dans leurs villages. Ils commettent des attentats à la bombe dans les lieux publics (bars, églises, écoles, marchés, etc.). Ils s'attaquent violemment aux populations civiles ; ils tuent par armes blanches et armes à feu ; ils procèdent aux enlèvements, au pillage des biens de valeurs et des produits de champs. Ils incendient des véhicules, des maisons ainsi que des édifices publics (églises, écoles, centres de santé, etc.)<sup>19</sup>.

« Dans la majorité des cas, les moyens et le mode opératoire des attaques indiquent clairement l'intention de ne laisser aucun survivant. Des familles entières ont été achevées à la machette. »<sup>20</sup>

Les modes opératoires évolutifs des ADF sur le terrain font de ce groupe une guérilla terroriste. En fait, les ADF sont en mobilité permanente et ils surprennent souvent leurs victimes. Ils contournent toujours les dispositifs des services de sécurité qu'ils n'attaquent pas directement, pour ne s'attaquer qu'aux personnes qui ne participent pas aux opérations

17. Ibid.

18. Entretien avec l'assistant social au bureau des affaires sociales en territoire de Beni, M. Olivier Katembo, Beni, août 2023.

19. « Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région », Bureau de l'envoyé spécial des Nations Unies pour les Grands Lacs, S/2023/730, 3 octobre 2023, disponible sur : <https://ungreatlakes.unmissions.org>.

20. « Les attaques du groupe armé ADF peuvent constituer des crimes contre l'humanité et crimes de guerre », MONUSCO, 6 juillet 2020, disponible sur : <https://monusco.unmissions.org>.

militaires et détruire les infrastructures d'intérêt public<sup>21</sup>. Face aux opérations militaires conjointes des armées congolaise et ougandaise qui ont abouti à la destruction de certaines positions des ADF et à la neutralisation de plusieurs commandants du groupe, les ADF utilisent des modes opératoires plus spécifiques consistant à se retrancher et se scinder en plusieurs petits groupes pour mener des attaques meurtrières dans les villages et les champs. En milieu urbain, ils utilisent des engins explosifs improvisés.

Après une accalmie des attaques au second semestre 2023, les ADF ont repris leurs opérations. Du 1<sup>er</sup> au 24 mars 2024, plus de huit attaques ont été perpétrées dans la commune de Mulekera dans la ville de Beni et ces attaques sont attribuées aux ADF. Des dizaines de personnes ont été sauvagement assassinées et plusieurs autres portées disparues, sans oublier le pillage du cacao et du café, et d'autres biens de grandes valeurs. Les tueries, pillages, incendies des maisons et des biens sont rapportés en territoire d'Irumu lors des incursions des rebelles des ADF entre les mois de janvier et mars 2024. Les victimes sont en majorité des femmes, des Pygmées et des enfants que les assaillants retrouvent dans leurs champs ou à leurs domiciles<sup>22</sup>.

En Ituri, les ADF ont continué à attaquer les civils, souvent en représailles à des actions militaires menées contre eux ou pour se réapprovisionner. Ils évitent généralement la zone d'opérations menées par les UPDF/FARDC pour atteindre leurs bastions de Butani, Monge et Otomaber. Sur leur chemin, ils tuent souvent des civils sur la route et des agriculteurs dans leurs champs. En août 2023, les ADF ont mené des attaques contre les sites miniers appelés « Independent » et « Russie » et ont enlevé des civils.

L'expansion des ADF en Ituri, et en particulier leur présence autour des sites miniers, où ils ont établi certains de leurs camps, a provoqué des affrontements avec le groupe armé Front des patriotes pour la paix/Armée du peuple (FPP/AP) de Lubero. Les attaques du groupe armé FPP/AP se font à la demande d'hommes d'affaires nande de Beni et Butembo qui veulent protéger leurs intérêts économiques. Les ADF et les FPP/AP se sont affrontés à plusieurs reprises depuis mai 2023<sup>23</sup>.

---

21. P. Tunamsifu Shirambere et C. Mpabwa, « Guérilla et/ou terrorisme comme *modus operandi* des présumés Allied Democratic Forces (ADF) à Beni (RD Congo) », AFD-ULPGL, novembre 2022.

22. Entretien téléphonique avec le coordinateur de l'ONG Convention pour le respect des droits humains (CRDH) M. Christophe Munyanderu qui assure le monitoring sécuritaire dans cette zone, Beni, le 6 mars 2024.

23. Entretien avec le coordinateur de la Nouvelle société civile Congolaise du territoire de Mambasa, M. John Vuleverio, Mambasa, le 19 janvier 2024.

# Extension régionale des ADF

Le groupe ADF fait peser une menace sur une vaste zone qui s'étend au-delà du territoire ougandais et congolais, comme l'atteste leur réseau régional.

## Réseaux de soutien locaux

Dans les territoires de l'Ituri et de Beni, les ADF recrutent des collaborateurs qui maîtrisent le milieu, comme les combattants Mai-Mai qui mènent des attaques au nom des ADF, recueillent des informations et facilitent le ravitaillement<sup>24</sup>.

Les différentes cellules des réseaux de collaborateurs des ADF ne communiquaient généralement pas entre elles, afin d'éviter le démantèlement total du réseau en cas d'attaque, d'arrestation d'un ou de plusieurs collaborateurs. Les ADF ont choisi de ne s'appuyer que sur quelques collaborateurs de confiance pour communiquer et/ou coordonner plusieurs réseaux de collaborateurs locaux.

En avril 2023, les services de renseignement et les services judiciaires des FARDC à Beni ont démantelé un réseau de collaborateurs des ADF liés à l'attentat à la bombe du 25 janvier 2023 sur le marché du sous-district de Beni appelé « Ma Campagne », au cours duquel au moins dix-huit civils, dont dix enfants, ont été blessés. Trois éléments des ADF ont été impliqués et ont joué un rôle clé, notamment Erick Muhindo Kamabu, Oscar Katembo Sivalingana et Alpha Mumbere Midugi. Erick Muhindo Kamabu a été recruté par les ADF, après un court séjour à la prison de Kangbayi à Beni en 2022, où il a rencontré un collaborateur de l'ADF, Erasme Mumbere Bolingo. À travers ce dernier, il a été en contact avec Abwakasi, recruteur local des ADF.

À son tour, Erick Muhindo Kamabu a recruté Alpha Mumbere Midugi, qui était chauffeur de moto-taxi, et Oscar Katembo Sivalingana afin de réaliser l'attentat à la bombe de janvier 2023 mentionné ci-dessus. Ces trois individus avaient également bénéficié de la collaboration du chef de la police de Butembo, M. Yahya. Erick Muhindo Kamabu avait affirmé avoir reçu d'Abwakasi 200 dollars comme contrepartie. Pendant le même mois d'avril, le chef de la police de Butembo, en collaboration avec Abwakasi, a recruté Patrick Bahati.

---

24. « Beni : l'armée arrête 3 présumés collaborateurs des rebelles ADF », Radio Okapi, 5 juin 2021, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

Alpha Mumbere Midugi, Oscar Katembo Sivalingana et Erick Muhindo Kamabu ont été arrêtés en avril 2023 alors qu'Oscar Katembo Sivalingana allait chercher un autre engin explosif à Kyondo, entre Butembo et Kasindi. Il prétendait qu'Abwakasi lui avait ordonné de livrer à Erick Muhindo Kamabu à Beni en préparation d'un autre attentat. Interrogé par les FARDC sur leurs motivations à collaborer avec les ADF, Alpha a nié avoir été pleinement informé de ce qui se passait, tandis que les autres comparses ont reconnu avoir été payés pour exécuter leurs tâches<sup>25</sup>.

Ainsi, les ADF possèdent un réseau local qui inclut des civils et des complices dans les services de sécurité congolais. Cela leur donne la possibilité d'atteindre leurs cibles sans être inquiétés et de contourner les opérations militaires menées contre eux. Leurs collaborateurs civils ont la maîtrise des forêts reliant les territoires de Beni et Bunia et leurs collaborateurs militaires les informent sur les différents mouvements de l'armée<sup>26</sup>.

## Réseaux de collaborateurs au Sud-Kivu et dans les pays voisins

L'existence de réseaux ADF dans les pays voisins est illustrée par le témoignage de Rashidi Kupa Patrick, alias Pili Pili. Les autorités militaires de la RDC ont arrêté Pili Pili en août 2023 comme collaborateur des ADF au Sud-Kivu. Pendant son interrogatoire, il a affirmé

« qu'il faisait partie d'un vaste réseau de collaborateurs des ADF au Burundi, Mozambique, en Afrique du Sud, en Tanzanie, ainsi qu'au Sud-Kivu, à Goma et à Butembo en RDC, pour faciliter le recrutement et le transit de recrues, des nourritures, de biens et de marchandises, y compris des composants d'engins explosifs improvisés et de l'argent, vers les camps de l'ADF. »<sup>27</sup>

Pili Pili a également affirmé

« qu'il avait été recruté en 2015 par son oncle, Sumaili Hussein, qu'il a décrit comme un ancien officier militaire burundais, qui avait établi un camp d'entraînement des ADF à Kafulo, près de Baraka, dans le territoire de Fizi ; et qu'en 2017, suite au démantèlement du camp de Kafulo par les FARDC, certains individus tanzaniens ont fui vers le Mozambique et la

25. Entretien avec le coordinateur de l'ONG Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH) qui avait fait le monitoring des violations des droits humains à la suite de l'attentat à la bombe du 25 janvier 2023 dans le marché du sous-district de Beni appelé « Ma Campagne ».

26. Entretien téléphonique avec l'acteur de la société civile de Beni, M. Célestin, Peace Ambassador, Beni, le 10 mai 2024.

27. Entretien avec l'inspecteur judiciaire de l'auditorat de garnison d'Uvira arrêté sur les déclarations de l'agent recruteur des ADF M. Rashidi Kupa Patrick alias Pili Pili arrêté en août 2023, Uvira, le 8 décembre 2023.

Tanzanie. En 2019, Rashidi Kupa Patrick alias Pili Pili qui vivait à Uvira, a été contacté par les Tanzaniens, Abu Suleifa et Meddie Nkalubo, qui se trouvaient au Mozambique dans un autre camp musulman. »<sup>28</sup>

#### Rashidi Kupa Patrick alias Pili Pili a également confirmé

« qu'il a été en contact avec les Tanzaniens Meddie Nkalubo, Bonge et Abdulaziz, qui étaient retournés en Tanzanie après le démantèlement du camp de Kafulo et qui étaient des collaborateurs actifs des ADF. Ceux-ci ont demandé de contacter Masika, l'un des collaborateurs de l'ADF impliqués dans l'attentat de Katindo à Goma le 7 avril 2022. Mashaka était responsable de la réception des recrues, du matériel et de l'argent arrivant au port de Baraka, principalement en provenance du Burundi et de la Tanzanie, notamment avec l'aide de Bonge et d'Abdulaziz. »<sup>29</sup>

#### Par ailleurs, lors de son interrogatoire, Pili Pili a reconnu

« qu'en janvier 2023, Abwakasi lui avait demandé de faciliter le transport d'engrais en provenance de Dar es Salaam en Tanzanie vers Beni, en passant par le Sud-Kivu. Bien que de confession musulmane, Pili Pili a affirmé qu'il n'était pas motivé par des considérations idéologiques, mais qu'il était plutôt intéressé par le fait de gagner de l'argent et qu'il contactait donc régulièrement Abwakasi et Meddie Nkalubo. »<sup>30</sup>

Il a ensuite affirmé que « le groupe armé ADF a recruté d'anciens officiers de l'armée ougandaise, ainsi que des volontaires de Tanzanie et de Somalie<sup>31</sup> ». La capacité des ADF à se ravitailler en dehors de leurs bastions dans la région de Beni et Ituri et de recruter dans les pays voisins confère à ce groupe une dimension régionale en tant qu'élément de la nébuleuse islamiste radicale en Afrique de l'Est. Bien qu'il s'agisse historiquement d'un groupe d'origine ougandaise, les combattants sont recrutés localement en RDC et dans d'autres pays tels que l'Ouganda, le Burundi, la Tanzanie et au Mozambique.

---

28. *Ibid.*

29. Déclarations de l'agent recruteur des ADF, M. Rashidi Kupa Patrick (alias Pili Pili), à l'auditorat de garnison d'Uvira en août 2023.

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*

# Impacts socio-économiques des ADF

L'insécurité, les déplacements forcés ainsi que l'accaparement illicite des produits agricoles à la suite des attaques des ADF pénalisent une population majoritairement paysanne. Les attaques meurtrières menées par les ADF entraînent une dégradation des conditions de vie en général et de la production agricole, en particulier dans les territoires de Beni et Lubero dans le Nord-Kivu et Irumu et de Mambasa dans l'Ituri.

## Dégradation des conditions de vie

Les déplacements des populations dus à l'insécurité limitent considérablement la participation des ménages aux travaux agricoles et entraînent la baisse de la production agricole. Cette situation accentue considérablement la pauvreté et la misère au sein de la population. À Eringeti par exemple, les habitants n'accèdent plus à leurs champs situés au-delà d'un kilomètre (km) de la route nationale 4, craignant les tueries des ADF. Par ailleurs, il est presque régulièrement rapporté des attaques perpétrées par les ADF dans les villages Oïcha, Mayimoya, Luna, Mangina et dans les villages Ndalya, Mambelenga, Otmaber, Idohu en territoire d'Irumu en Ituri.

Plus de 620 000 personnes sont actuellement déplacées, dont 98 % logent dans des familles d'accueil<sup>32</sup>. Les ADF incendient les maisons et les motocyclettes, emportent du bétail et des produits agricoles tels que le cacao et le café et divers autres produits de première nécessité contenus dans les domiciles et boutiques<sup>33</sup>.

Les attaques des ADF ont aussi pour conséquences le nonaccès aux services sociaux de base, notamment l'éducation, la santé et l'eau potable. En effet, seule la zone de santé de Mutwanga est accessible et permet aux enfants d'y suivre convenablement des cours puisque les militaires de la coalition UPDF/FARDC y mènent des opérations militaires. Dans toutes les autres zones de santé des territoires de Beni et d'Irumu (Mambasa, Luna, Erengeti, etc.), les enfants déplacés sont mal nourris et n'étudient pas malgré la gratuité de l'enseignement. De surcroît, le phénomène des enfants

---

32. « R. D. Congo : Intensification de la réponse humanitaire dans la province du Nord-Kivu », Rapport de situation, UN OCHA, 13 novembre 2023, disponible sur : [www.unocha.org](http://www.unocha.org).

33. Entretien téléphonique avec le chef du village de Mavivi-Vemba, M. Gervais Bukuka Makofi, Beni, le 6 mars 2024. Entretien téléphonique avec le coordinateur de la nouvelle société civile congolaise du secteur de Ruwenzori, M. Meleki Mulala, Beni, le 20 mars 2024.

chefs de ménage à la suite de la mort ou de l'enlèvement des parents prend de l'ampleur<sup>34</sup>.

Les attaques des ADF ont entraîné une flambée des prix des produits de première nécessité. La farine de manioc, l'un des principaux produits alimentaires, est passée de 6 000 à 12 000 francs congolais<sup>35</sup>, un régime de bananes qui se vendait à 5 000 francs congolais il y a un mois se négocie désormais entre 15 000 et 20 000 francs, 10 kilogrammes de cossettes de manioc se vendent maintenant à 11 000 francs, contre 6 000 francs il y a quelques semaines. Cette situation plonge la population dans la misère puisque les responsables de familles ont des réelles difficultés à subvenir aux besoins de leurs familles<sup>36</sup>.

La perturbation de l'économie paysanne consécutive à des attaques répétitives des ADF, le non-accès aux services sociaux de base ainsi que la prédation des ressources accroissent l'insécurité alimentaire et la pauvreté au sein de la population.

## Activités économiques des ADF

La perturbation de l'économie paysanne est d'autant plus forte que les ADF et d'autres groupes armés tentent d'accaparer les cultures d'exportation des habitants du Nord-Kivu (cacao, café et vanille). C'est lors de la période des récoltes que les ADF intensifient les attaques contre les civils afin de les contraindre à abandonner leurs productions dans les champs et s'enrichir avec le cacao, le café et la vanille. Depuis la petite campagne de récolte qui intervient à partir de novembre jusqu'à la grande campagne de récolte aux mois de mai et juin, les attaques se multiplient contre les villages où la production de cacao, du café et de la vanille sont importantes. Il est également possible de faire un lien entre la présence des acheteurs ougandais et les attaques des ADF qui prennent de l'ampleur pendant la période de récoltes<sup>37</sup>.

D'après les FARDC, les attaques menées par les ADF en 2024 ont pour but de piller le cacao. C'est le cas de l'incursion des ADF le 24 mars 2024 dans les quartiers Sayo et Matembo, dans la commune de Mulekera, à la périphérie de la ville de Beni, et qui a été menée par le chef ADF Ahmad Mahmood Hassan connu sous le nom de Abwakasi :

---

34. « Rapport d'évaluation rapide multisectorielle dans les aires de santé de Kasanga, Malepe, Butanuka, Rwangoma et Paida », Hope for Development in Africa/Action de Solidarité pour le Développement Intégré, EHTOOLS 4412. 8 au 10 août 2022.

35. Soit 1,83 à 3,65 euros.

36. Entretien avec le coordinateur du Réseau local d'acteurs pour la coordination de l'action humanitaire et le développement, M. Chance Katsuva, Beni, le 11 avril 2024.

37. Entretien avec le Program Manager Hope for Development in Africa, Dr Patrick Amani Sanginga, Bunia, le 9 avril 2024.

« Abwakasi avec un groupe de ses terroristes ADF ont fait incursion dans la cellule Mutube, en commune de Mulekera. Ils ont massacré notre population, profitant de la cacophonie semée par certains jeunes qui se réclament des compatriotes et des voleurs de cacao, visibles dans plusieurs champs dans l'ouest de la RN4. »<sup>38</sup>

L'armée a également affirmé que les ADF ont l'intention de s'installer près de la route Beni-Butembo pour y mener régulièrement des embuscades contre les commerçants et perturber les activités économiques :

« Nous sommes en contact avec des terroristes qui ont la volonté d'aller vers la partie sud de notre zone opérationnelle pour déstabiliser davantage la route Beni-Butembo comme ils avaient fait dans le passé avec la route Beni-Kasindi ou Beni-Komanda. »<sup>39</sup>

L'insécurité dans les territoires de Lubero, Beni (province du Nord-Kivu) et Irumu en Ituri est également l'œuvre d'autres groupes armés que les ADF. La hausse du prix du kilogramme de cacao favorise la formation de groupes armés qui se font passer pour des combattants ADF à Beni (Nord-Kivu), Irumu et Mambasa (Ituri). En effet, certains jeunes tuent les cultivateurs rencontrés dans leurs champs et les habitants rencontrés dans les villages, de la même manière que font les ADF. Plusieurs gangs de jeunes sont actuellement actifs dans le vol de cacao.

Le groupe de jeunes voleurs de cacao dénommé « Tentera » est composé principalement de jeunes membres des communautés dans le secteur de Beni-Mbau et qui sont entretenus par certains acheteurs de cacao. Le terme « Tentera » signifie en langue nande « glisser » ou « faire fuir les propriétaires ». Ce groupe est actif dans l'axe Ruhenzori – Mabalako (Mangina) – Beni.

« Le système Tentera est un faux mouvement. Il y a déjà un groupe de jeunes. Ils ont déjà leur leader ici. On envoie ce groupe de jeunes en brousse pour aller récolter le cacao. Dès qu'ils en trouvent, ils le ramènent à leur patron. C'est pourquoi nous décourageons déjà ce système. Quand nous disons que le système vol de cacao est collé à l'insécurité, c'est tout ça. »<sup>40</sup>

À côté de ce premier groupe, deux autres groupes des jeunes bandits sont apparus : « Sangabalende » qui opère sur l'axe Mutwanga dans le secteur de Ruwenzori et « Ram » qui sème la terreur en territoire d'Irumu<sup>41</sup>.

38. Le 24 mars 2024, les ADF ont fait incursion dans les quartiers Sayo et Matembo, dans la commune de Mulekera, à la périphérie de la ville de Beni, et ont tué 12 personnes.

39. « Tuerie de 12 civils en pleine ville de Beni : l'attaque revendiquée a été menée par le chef ADF Abwakasi (armée) », Actualite.CD, 25 mars 2024, disponible sur : <https://actualite.cd>.

40. Déclaration du bourgmestre adjoint de la commune d'Oïcha Jean-De-Dieu Kibwana.

41. « Beni : ces inquiétudes de M<sup>e</sup> Achille Kapanga face à la menace des faux ADF en quête du cacao », Ruzizilaplume, 16 avril 2024, disponible sur : <https://ruzizilaplume.com>.

L'apparition des « faux ADF » se justifierait également par l'intention d'insécuriser les villages et par l'esprit de jalousie de certains membres des communautés locales contre d'autres dont les affaires prospèrent :

« Ce sont des Congolais qui se déguisent en ADF pour insécuriser cette région, ne pensez pas que pour restaurer la paix ici il faut déployer des brigades ou des hélicoptères. Pas du tout ! »<sup>42</sup>

Les commanditaires de ces faux ADF sont des militaires et des commerçants. De manière fréquente, les officiers du régiment 1201 déployaient des militaires pour assurer la garde des jeunes qu'ils recrutent afin de récolter, à leur compte, le cacao dans les champs des civils. Dans certains cas, les militaires récoltent eux-mêmes le cacao qu'ils sèchent dans le camp militaire et vendent aux acheteurs ougandais. Par ailleurs, certains acheteurs ougandais et locaux collaborent avec les Pygmées qu'ils financent dans le but de mener des attaques contre les cultivateurs pour les faire fuir de leurs champs et récolter le cacao qu'ils fournissent aux acheteurs. Les Pygmées qui se trouvent dans les camps des déplacés de Luvangira, de la Mission CECA20 et de Mbau Linzo sont souvent utilisés par les acheteurs ougandais et congolais dans les vols de cacao<sup>43</sup>.

---

42. « Irumu : l'administrateur dénonce les "faux ADF" et appelle à l'unité pour restaurer la paix », Radio Okapi, 13 mai 2024, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

43. Entretien avec le coordinateur de l'asbl RACADH, M. Chance Mangina, le 1<sup>er</sup> mai 2024.

# Les relations armée/société civile dans la lutte contre les ADF

Marquées initialement par une forte défiance et de graves accusations mutuelles, les relations entre la société civile locale et l'armée se sont améliorées et plusieurs initiatives locales de coopération sécuritaire sont en cours.

## Armée et société civile : accusations et défiance réciproques

La brutalité et l'ampleur des violences perpétrées par les ADF continuent d'annihiler les efforts des FARDC de protection de la population locale. De ce fait, la société civile accuse les FARDC d'inefficacité ou de négligence face aux alertes de la population en rapport avec la présence présumée des ADF dans leurs zones. Dans la majorité des massacres de civils, soit les FARDC n'interviennent pas, soit ils interviennent tardivement alors que les attaques sont souvent commises près de leurs positions militaires. Pour sa part, l'armée congolaise a assuré que des troupes sont toujours déployées dans les zones couvrant les territoires de Beni et Irumu en proie aux attaques des ADF<sup>44</sup>.

Au-delà de l'inefficacité de l'armée, des acteurs sociaux et politiques dénoncent également sa complicité dans des attaques perpétrées par les ADF. En avril 2022, le député national Jean-Baptiste Muhindo Kasweka a publiquement dénoncé cette complicité après un massacre à Beni :

« Le 5 avril 2022 la population a mis la main sur deux présumées ADF mais revendiqués comme “simples coupeurs de bois” au service d'un commandant FARDC de la place. La population des villages attaqués réclame la relève des troupes qui ont fait longtemps dans cette zone et dont le comportement frise une complicité avérée avec les présumés auteurs des massacres. Cela ressemble à une mafia au sein des leurs unités. »<sup>45</sup>

---

44. « RDC : la société civile appelle au renforcement des opérations FARDC-UPDF entre Beni et Irumu », Radio Okapi, 12 mars 2024, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

45. « Beni : près de 50 personnes tuées par les ADF depuis le début de ce mois (Député Muhindo Kasweka) », Radio Okapi, 21 avril 2022, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

Cette situation a poussé certains acteurs de la société civile à solliciter des enquêtes afin d'établir la responsabilité des FARDC fautifs. Dans la nuit du 6 au 7 avril 2024, un groupe des présumés rebelles des ADF a attaqué le village Otomabert à 45 km de Komanda (Ituri) tuant huit personnes :

« L'attaque de Otomabert, cette nuit du 6 avril, nous ronge le cœur, parce que l'ennemie a tué tout près des positions des militaires. Raison pour laquelle nous demandons aux autorités militaires de diligenter une enquête afin d'établir la culpabilité des faits. »<sup>46</sup>

Les acteurs sociaux ont organisé des manifestations pour dénoncer l'impact jugé limité de l'opération Shujaa menée par les forces armées congolaises et ougandaises contre les ADF et de l'état de siège en vigueur depuis mai 2021<sup>47</sup>.

De leur côté, les services de sécurité ont soupçonné certains acteurs de la société civile de collaborer avec les ADF. De 2016 à 2018, les militaires ont accusé officiellement la communauté Nande de complicité avec les auteurs des massacres en faisant des généralisations abusives et en lui reprochant de ne pas dénoncer les cellules dormantes des ADF. La tendance à l'incrimination des communautés locales a également été perçue du côté du pouvoir judiciaire en 2016 lors du procès contre 179 présumés membres ou complices des ADF. Après un procès de 17 mois, la cour militaire du Nord-Kivu semblait entièrement accrédi-ter la thèse selon laquelle les Nande apportaient une aide aux ADF dans leurs attaques en territoire de Beni<sup>48</sup>. L'armée met aussi en cause les nouvelles milices Maï-Maï appelées Wazalendo créées dans le cadre du conflit avec le M23 au Nord-Kivu. Ces milices, qui font désormais partie de la réserve armée de la défense<sup>49</sup>, sont soupçonnées de vendre des munitions aux ADF<sup>50</sup>.

Ces accusations ont fait réagir les leaders Nande. Les acteurs de la Société civile Forces vives des territoires du Grand Nord ont adressé une lettre ouverte au président de la République le 25 avril 2018 pour dénoncer les propos incendiaires visant à incriminer et à culpabiliser les communautés locales victimes des attaques et des tueries des ADF<sup>51</sup>.

---

46. Entretien téléphonique avec le coordinateur de l'ONG CRDH, M. Christophe Munyanderu, Beni, le 7 avril 2024.

47. « Rapport du Secrétaire général des Nations unies sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région », ONU, S/2023/730, 3 octobre 2023.

48. Analyse du professeur Jaribu Muliwavyo, auteur d'une compilation qui passe en revue les principaux documents du procès contre les 179 présumés membres ou complices des ADF en territoire de Beni en 2016.

49. Loi n° 23/014 du 22 mai 2023, instituant la Réserve armée de la défense (RAD) au sein de l'armée, article 5.

50. « Dans l'Est de la RDC, l'armée face à une recrudescence de violences attribuées au groupe ADF », RFI, 5 avril 2024, disponible sur : [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr).

51. Mgr. M. Sikuli, évêque de Butembo-Beni, « Alerte aux autorités compétentes », lettre ouverte au Président de la République, 25 avril 2018.

## Amélioration de la collaboration civilo-militaire contre les ADF

À partir de l'année 2020, les autorités nationales et provinciales ont changé de discours sur les ADF, les désignant comme les vrais auteurs des attaques meurtrières. Ce changement d'attitude des autorités politiques et administratives a permis une amélioration significative dans la lutte contre les ADF à la fin de l'année 2023.

En effet, une meilleure collaboration de la population a conduit à l'arrestation de plusieurs membres des ADF. Des motards qui ravitaillaient les ADF ont été surpris par la population à des endroits suspects. Certains ont été appréhendés au moment de leur entrée en brousse portant des bagages et/ou de leur retour de la brousse sans bagages. Des agriculteurs dénoncent systématiquement, auprès des FARDC, l'occupation de leurs champs par les ADF. Pour encourager ces dénonciations civiles, les autorités judiciaires ont affirmé avoir donné des meilleures garanties de protection des dénonciateurs consistant à anonymiser les procès-verbaux d'audition et à cacher l'identité des dénonciateurs dans une enveloppe scellée destinée au seul président du tribunal<sup>52</sup>.

Par ailleurs, depuis l'année 2023, l'armée congolaise utilise les informations reçues des civils libérés ou qui se sont échappés des mains des ADF (comme les femmes) pour mener leurs opérations contre ce groupe armé :

« Elles racontent parfois des secrets que l'armée ne connaissait pas. Ceci améliore les renseignements et nous permet d'actualiser nos données en utilisant leurs informations. Lorsque nous comparons leurs informations avec les nôtres, elles correspondent. Cela nous donne l'assurance que la prisonnière est sérieuse et nous fournit des informations fiables. Lorsque ces informations concernent un endroit où se trouve un chef des Forces démocratiques alliées, des opérations sont exécutées dans ce lieu et nous trouvons bien le camp des attaquants. »<sup>53</sup>

En outre, face au problème des vols de cacao, les cultivateurs tentent de s'organiser et les autorités sont en train de sécuriser la production. Plusieurs arrestations de voleurs par des agriculteurs ont eu lieu (le 2 mai 2024 dans le village Kalibo et le 28 avril 2024 dans le village Fotodu<sup>54</sup>). Cette nouvelle forme d'insécurité liée à la période de récolte du cacao a poussé le gouverneur du Nord-Kivu à réglementer la production et l'exportation du cacao et du café. Cette réglementation s'appuie sur

52. Entretien avec l'auditeur militaire à l'auditorat militaire de garnison de Beni, Beni, mars 2024.

53. « Les femmes otages racontent un calvaire déchirant dans l'Est de la RDC », Africa Defense Forum, 9 janvier 2024, disponible sur : <https://adf-magazine.com>.

54. Entretien avec le coordinateur de l'asbl COOPI OICHA, M. Manzalo, Oïcha, le 1<sup>er</sup> mai 2024.

plusieurs mesures visant à sécuriser les producteurs de café et de cacao : identifications des propriétaires ou utilisateurs des terres ; données géographiques du terrain ; quantification approximative de la production ; organisation des producteurs dans une commission ; contacts réguliers avec l'administrateur du territoire ; respect des dates énoncées par les autorités pour la récolte et sécurisation par l'armée. Cette réglementation concerne également la filière aval, en particulier les acheteurs : chacun d'entre eux doit avoir un numéro d'impôt et un dépôt avant d'acheter le cacao ou le café. Cela permettra de tracer le café et le cacao<sup>55</sup>. Actuellement, les agronomes des chefferies ont commencé à mettre en application l'arrêté du gouverneur, notamment l'organisation des réunions avec les cultivateurs, l'identification des champs de cacao, l'octroi des cartes aux propriétaires de cacao et l'organisation des escortes pour assurer la garde des cultivateurs lors des récoltes.

Toutefois, les acteurs de la société civile locale maintiennent la pression sur les autorités provinciales et nationales afin qu'elles accordent la même attention à la lutte contre les ADF qu'à la lutte contre le M23 :

« Ayant constaté l'attention des autorités apportée sur la guerre du M23, nous demandons qu'une attention similaire soit aussi accordée à la situation du territoire de Beni parce qu'actuellement c'est terrible. Aujourd'hui c'est plus grave qu'hier et aujourd'hui ce qui se passe dans le territoire de Beni est plus grave qu'il y a autant d'années. Alors, nous méritons aussi cette même attention. On a vu le gouvernement congolais se mobiliser pour la guerre du M23. Nous réclamons l'attention nationale sur la situation de Beni. »<sup>56</sup>

---

55. « Journal français 7h00 », Radio Okapi, 22 avril 2024, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

56. « Beni : une centaine de morts dans des attaques des ADF en une semaine », Radio Okapi, 16 mars 2023, disponible sur : [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net).

# Conclusion

L'impact des ADF dépasse la seule problématique de l'insécurité en RDC et tend à devenir une menace régionale au vu de leur vaste réseau de recrutements dans les pays voisins. Chaque tuerie démontre l'inefficacité des armées congolaise et ougandaise et accroît les mécontentements de la population des provinces du Nord-Kivu et Ituri qui exige plus d'efficacité dans les opérations militaires conjointes, plus d'implication du gouvernement congolais et une solidarité régionale pour mettre fin aux attaques des ADF.

Dans ce cadre, conscients de la situation sécuritaire préoccupante, les chefs d'État ont condamné les actions des groupes armés étrangers et locaux opérant dans l'Est de la RDC au cours de la 11<sup>e</sup> Réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région tenue à Bujumbura, le 6 mai 2023<sup>57</sup>.

Étant donné que de nombreux autres acteurs sont impliqués dans les actes de violence et que les ADF sont interconnectés à d'autres groupes armés locaux, les services de défense et de sécurité devront également, pour trouver une solution durable, démanteler les soutiens régionaux et les réseaux de contrebande qui facilitent les recrutements des ADF dans la région. Cela implique d'approfondir la coopération régionale sécuritaire<sup>58</sup>. Celle-ci ne doit pas seulement consister à faire des opérations militaires contre les ADF mais à neutraliser leurs réseaux financiers et logistiques régionaux.

---

57. Communiqué de la 11<sup>e</sup> Réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région Bujumbura, le 6 mai 2023.

58. « RDC : les membres du Conseil de sécurité s'inquiètent des attaques contre les civils dans l'est du pays et misent sur les initiatives régionales », Communiqué de presse des Nations Unies, 9358<sup>e</sup> séance, CS/15334, 26 juin 2023, disponible sur : <https://press.un.org>.





27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

Ifri.org